

L'aquilon

Langue au travail : Dossier complet

Page 3

Victimes du tsunami

Qu'est-ce qu'on fait ensuite?

Page 5

Concilier développement et durabilité

Page 7

Investissements dans
l'infrastructure

Les routes seront revampées

Stratégie pour le Nord oblige, il ne se passe plus une semaine sans qu'Ottawa annonce de nouveaux investissements dans les territoires. Cette semaine, ce sont les routes qui remportent la tombola.

Page 9

Sommaire

| | |
|-----------------|---------|
| Éditorial | Page 4 |
| Horoscope | Page 12 |
| Mots croisés | Page 12 |
| Offres d'emploi | Page 11 |



Photo : Kathy Parisella Savignac

Dans un élan de solidarité et de générosité en vue de venir en aide aux victimes du Tsunami du Sud-Est Asiatique, les élèves et du personnel de l'école Allain St-Cyr ont recueilli 710 \$. Entourant le chèque remis à la Croix Rouge, on retrouve (de gauche à droite) Chloé Létourneau Paci, Chelsea Bérubé, Ian Kelly, Renaud St-Pierre et Marie-Eve Dugré.

L'École Boréale aura son expo-science

Boudée par le district scolaire de Hay-River, la Commission scolaire francophone de division (CSFD) retrouve ses manches et permettra aux élèves de l'École Boréale participer à deux expo-sciences plutôt qu'une.

Batiste W. Foisly et Alain Bessette

Personne ne s'est objecté quand la CSFD a voté une résolution pour permettre aux élèves de l'École Boréale de participer à l'Expo-science annuelle de l'école Allain St-Cyr, lors de la dernière réunion du conseil scolaire, mardi.

Quelques jours auparavant, le District scolaire de Hay River avait soulevé un tollé en décidant de ne pas admettre les élèves de l'école francophone à sa propre expo-science. « Scabreux ! », titraient même en une nos collègues de l'hebdomadaire *NewsNorth*, dans leur édition du 17 janvier.

Prétextant que les deux commissions scolaires sont en compétition quant à la recherche de clientèle, la commission scolaire hayriveraine a adopté une politique protectionniste sur les activités parascolaires. Celle-ci décrète que seuls les élèves du District scolaire de Hay River

peuvent participer à ces activités.

« C'est clair qu'ils ne veulent pas donner accès à certains événements de crainte que les parents ensuite se disent "nous pouvons envoyer nos élèves à l'École Boréale et tirer le meilleur des deux systèmes" », commente le directeur générale de la CSFD, Gérard Lavigne. Selon lui cet argument ne tient pas la route étant donné que la politique d'admissibilité à l'École Boréale est claire : c'est une école pour les enfants d'ayants droit. Précisons toutefois qu'un certain nombre d'enfants non ayants-droit sont admis à l'école francophone, mais pour ce faire ils doivent avoir suivi le programme en français langue première depuis la pré-maternelle. Selon M. Lavigne, cela ne représente qu'un ou deux élèves par niveau.

« C'est un argument un peu boiteux. Du moins, je dirais que c'est une réaction

démesurée considérant le nombre d'élèves que ça affecte », ajoute le directeur général.

Toujours est-il que la CSFD et l'École Boréale ont choisi de ne pas s'apitoyer sur leur sort et permettront aux élèves francophones de Hay River de participer quand même à une activité semblable. « Nous ne voulons pas être victime des circonstances. Si une porte se ferme, nous allons en ouvrir d'autres », déclare Gérard Lavigne.

À la mi-mars, les élèves de l'École Boréale iront présenter leurs projets de science à l'expo-science de l'école Allain-St-Cyr qui organisait déjà un tel événement. Selon une source bien informée, le journal *L'Aquilon* et la Fédération Franco-Ténoise seraient

Expo-science
Suite en page 2

www.aquilon.nt.ca

ÉCHOS

des T.N.-O.

Batiste W. Foisy

Démocratie participative

Pour répondre avec plus d’exactitude aux attentes des résidents des TNO, le ministère de l’Éducation, de la culture et de la formation, qui s’occupe notamment des questions relatives aux langues officielles, organise une consultation populaire pour orienter ses politiques jusqu’en 2015. Cinq sondages portant sur les services offerts par le ministère sont présentés aux Ténois. Ils abordent les thèmes suivants : la petite enfance et les services scolaires, la culture, le patrimoine et les langues, le développement de carrière la formation et le travail, la sécurité du revenu et l’éducation aux adultes et post-secondaire. On peut y répondre en ligne sur le site web du ministère (www.ece.gov.nt.ca) ou encore en contactant le ministère et en demandant qu’on vous les poste à la maison.

Concours littéraire du Grand Nord

Les comités jeunesses francophone des trois territoires s’unissent pour présenter le Concours littéraire du Grand Nord. Cette année ce sont les thèmes *Une histoire de fromage*, *Mon ami(e)* et *Si on savait* qui sont proposés aux auteurs du Nord. Les participants seront séparés en sept groupes d’âge, à savoir 6-7 ans, 8-9 ans, 10-11 ans, 12-13 ans, 14-15 ans, 16-18 ans et adultes. Pour les adultes trois catégories de textes seront admis : les contes et nouvelles, la poésie et l’essai. Les Ténois qui désirent participer au concours ont jusqu’au 4 mars pour faire parvenir leurs textes au Comité de coordination jeunesse de la FFT (COCO) ou à leur association franco-culturelle locale. Les textes gagnants seront publiés dans *L’Aiglon*, *L’Aurore Boréale* et *Le Nunavoix*. Des prix en argent seront aussi remis. Pour de plus amples renseignements, contactez le coordonnateur du COCO, Patrice Lapointe, au (867) 920-7332.

Ciné-club

Le Ciné-club reprend du service. Mercredi le 26 janvier, *Monsieur Batignole* du cinéaste français Gérard Jugnot sera projeté à l’école Allain St-Cyr. Ce film qui se déroule dans la France occupée de la seconde Guerre mondiale avait fait l’objet d’une critique dans *L’Aiglon* du 10 décembre dernier. La chronique *Bientôt à l’affiche du Ciné-club* sera, par ailleurs, de retour dans votre journal à compter de la semaine prochaine. La projection commence à 19 h 30 et c’est gratuit.

Éducation inclusive

La Yellowknife Association for Community Living présentera un forum d’un jour à dans le hall d’entrée de l’Assemblée Législative, le 27 janvier, de 9 h à 16 h. Le forum permettra aux participants de se rencontrer et d’échanger sur les questions entourant l’éducation inclusive. Des frais de 50 \$ devront être déboursés. Les personnes intéressés sont priées de s’inscrire à l’avance en appelant au (867) 766-4294.

Grosses vacances ?

Qui a dit que travailler dans la fonction publique signifiait passer ses journées enfermés entre quatre murs ? Voici ce que vous risquez d’entendre si vous composez le (867) 873-7034, le numéro de téléphone du bureau de la commissaire aux langues officielles des TNO : « Bonjour, vous avez rejoint le bureau de la commissaire aux langues. Nous serons à l’extérieur du bureau jusqu’au 29 septembre [c’est *L’Aiglon* qui souligne]. Si votre appel est urgent, contactez Shannon Gullberg au 444-1279. Merci. » Le tout en anglais seulement.

Suite de la page 1

près à commanditer cet événement.

La directrice de l’École boréale, Lorraine Taillefer, se réjouit de la décision de la commission scolaire francophone. « Ce sera super! On va pouvoir présenter les projets en

français et partager avec d’autres jeunes francophones », indique Mme Taillefer. « De plus, on pourra intégrer cela à notre programme de sciences humaines [...] On pourra visiter l’Assemblée législative et le musée »,

ajoute-t-elle.

Mieux, l’École Boréale participera à une seconde expo-science et ce, sans même avoir à quitter Hay River. Un projet commun avec l’école Chief Sunrise de la Réserve de Hay River a été confirmé, en début de

semaine.

« L’École Boréale nous a appelé aussitôt qu’elle a eu des difficultés à conclure un accord avec l’école de Hay River. Ils nous ont demandés s’il était possible de se joindre à notre expo-science et ça ne nous dérangeait pas du tout. Ils sont plus que bienvenues », affirme le directeur de l’école Chief Sunrise, Brad Kaulback.

Il ne faudrait toutefois pas en conclure que l’École Boréale est au bout de ses peines. La politique votée par le District scolaire de Hay River pourrait perturber d’autres activités initiées par le District scolaire de Hay River. « C’est évident qu’il y en aura d’autres », affirme Lorraine Taillefer. Déjà, des élèves francophones qui participaient à un club d’échecs à l’école secondaire Diamond Jenness se sont fait indiquer qu’ils n’étaient plus les bienvenus.

Ministre

« Je suis déçu », a commenté à *L’Aiglon* le ministre de l’Éducation, Charles Dent. Ce qui l’agace le plus c’est que ce sont les enfants qui se trouvent pénalisés. « Je suis déçu que dans un litige comme celui-là, qu’on se serve des élèves comme des pions sur l’échiquier. J’aurais espéré que les élus qui dirigent nos écoles soient plus matures et donnent l’exemple de la coopération plutôt que de la confrontation. »

Dans un communiqué de presse émis à quelques minutes de la tombée de *L’Aiglon* la Fédération Franco-Ténoise exprimait des commentaires semblables quoique plus tranchés. Le District scolaire de Hay River, écrit-on, « n’a pas le droit de semer la division entre les parents et les familles de la petite communauté de Hay River en se servant des enfants comme des pions. La tradition de bonnes relations gagnant-gagnant entre les écoles est soumise à un sabotage d’intolérance, de non-coopération et d’exclusion. »

Le président, Fernand Denault affirme qu’il entend requérir l’intervention « des autorités gouvernementales ». « La communauté francophone et francophile ne peut pas voir s’instaurer un climat d’environnement hostile autour des jeunes dans le milieu privilégié de leur développement scolaire »,

Es-tu un gagnant?

Le tirage de la campagne *Défi de ne pas fumer* d’une trousse sportive ou électronique (d’une valeur de plus de 1 000 \$) aura lieu **la Journée sans fumée, le mercredi 19 janvier 2005**

Continue de vérifier le site Web www.dontbeabutthead.ca ou ce journal pour voir qui a gagné.

Bonne chance, mais souviens-toi que même si tu ne gagnes pas le gros prix, tu es déjà un gagnant car tu t’es joint à plus de 1 200 jeunes des TNO qui se sont engagés à ne pas fumer pour la vie!

Voici le nouveau groupe de jeune des TNO qui a décidé de relever *le Défi de ne pas fumer* :

Deline

Andre, Hazel
Andre, Hilary
Andre, Jr., Leroy
Baton, CJ
Baton, Franklin
Baton, Hunter
Baton, Tannice
Baton, Warren
Bayha, Tamara
Beaulieu, Jason
Benagho, Malcom
Betsidea, Corey
Betsidea, Randy
Beyonnic, Cheyenna
Blondin, Andre
Blondin, Trevor
Dolphus, Chevone
Elemie, Brett
Esau, Edward
Ferdinand, Joree
Kargegie, Felix
Kelly, Nigel
Kelly, Virgil
Kenny, Aleisha
Kenny, Eric
Kenny, Kayleen
Kenny, Kelly
Kenny, Kenny
Kenny, Luke
Kenny, Mason
Kenny, Napoleon
Kenny, Samantha
Kenny, Sandy
Kenny, Wesley
Mackeinzo, Angel
Mackeinzo, Kimberly
Mackeinzo, Mahalia
Mackeinzo, Ted
Mackeinzo, Terrence
Mackeinzo, Valerie
Manuel, Francine
Modeste, Andrea
Modeste, Carl
Modeste, Darian
Modeste, Joseph
Modeste, Phillip
Naedzo, Shane
Panaktalok, Brady
Roche, Carson

Roche, Jake
Takazo, Blake
Takazo, Daniel
Takazo, Danielle
Takazo, Dominic
Takazo, Robin
Takazo, Sheldon
Takazo, Victoria
Takazo-Modeste, Reyanna
Taniton, Hailey
Tatti, Kraig
Tatti, Robert
Tetso, Johnathan
Tetso, Richard
Tutcho, Isabelle
Tutcho, Kristen
Tutcho, Rodney
Tutcho, Sidney
Vital, Courtney
Yukon, Blair

Fort Resolution

Boucher, Andreana
Fordy, Therese
Giroux, Lyndon
King, Montana
Rymer, Danita
Sayine, Deborah
Strand, Sherrie

Hay River

Bjornson, Wade
Bryshun, Savannah
Chalifoux, Tori
Salopree, Isaac
Skolny, Joel

Holman

Inuktalik, Tyler
Joss, Kimberly
Kimiksana, Violet
Kuneyuna, Zane
Memogana, Susie
Okheena, Adele
Okheena, Micah
Omingmak, Gloria

Inuvik

Elias, Chelsea
Elias, Kristen Elizabeth

Tuktoyaktuk

Anderson, Krystal

Anderson, Travis
Gruben, Tanis
Jacobson, Ashley
Lucas, Charles
Ross, Renita

Yellowknife

Acton, Austin
Arden, Bianca
Arlooktoo-Zoe, Simon
Atigikyoak, Brittany
Avadluk, Bridgie
Baillargeon, Blake
Baker, Tom
Balasanyan, Roza
Beaudoin, Breanna
Beaulieu, Bradley
Blake, Jessica
Boggis, Christina
Bourget, Michael
Bullock, Seiji
Cameron, Liam
Campbell, Bertha
Campbell, Caedyn
Chocolate, Crystal
Chretien, Bobby
Clouston, Sasha
Cotte, Pascal
David, Kahilil
Desjarlais, Kyra
Doody, Lucas
Enerio, Marry
Erasmus, Danya
Erasmus, Pascal
Etsemb-Sangris, Jasmine
Evoy, Megan
Fernandez, Kleinberg
Gabrielyan, Arsen
Gabrielyan, Mariam
Goulet, April
Goulet, Caitlin
Goulet, Mandy
Greenwood, Jordie
Greenwood, Shay
Hardy, Aaron
Hardy, Joshua
Hardy, Matthew
Henkel, Jackson
Henkel, Nicole
Houhannisyan, Arpine
Ilgok, Robin

Jeremick’a, Ashley
Kaminski, Cassandra
Karau, Elizabeth
Koe, Aaron
Lafferty, Angel
Lafferty, Ikeda
Lafferty, Marsha
Lafferty, Michael
Landry, Arvyn
Leonardis, Hailey
Leonardis, Nathan
Lynn, Theresa
Macdonald, Dylan
Mackenzie, Ira
Mantla, Melva
McIsaac, Allison
McPherson, Paydon
Michel, Brandon
Migwi, Karla
Morakinyo, Daniel
Morakinyo, Faith
Nitah, Rebecca
Nowak, Kristin
Padula, Alanna
Paulette, Mary
Power, Tyler
Remigio, Northwyne
Richardson, Nicholas
Rocher, Courtney
Rohac, Susan
Roland, Mitchell
Rondeau, Jaselyn
Rondeau, Lakesha
Rossouw, Nicolas
Shae, Brianna
Smith, Madison
Smith, Tyler
Strand, Breanna
Strand, Jesslyn
Tatevik, Khachatryan
Thankur, Hansika
Thrasher, Tiffany
Vanthull, Sydney
Welsh, Emma
Wetrade, Leroy
Williams-Guinn, Damaris
Wourms, Brittany
Wright, Roxanne



En fais-tu partie?

Si tu ne veux pas attendre que Butthead vienne dans ta communauté, voici comment tu peux relever *le Défi de ne pas fumer* :

- Visite notre site Web, www.dontbeabutthead.ca, pour obtenir une copie du formulaire d’engagement; ou
- Appelle sans frais au 1 866 353-0338 pour plus d’information.

Et souviens-toi, du seul fait de relever *le Défi*, tu recevras un t-shirt GRATUIT et tu seras inscrit au tirage où tu pourrais gagner une trousse sportive ou une trousse électronique!

Fais pas ton Butthead! - Vis sans fumer!



Territoires du Nord-Ouest

La publication de cette annonce a été rendue possible en partie grâce à l’aide financière versée dans le cadre de l’Accord de coopération Canada-T. N.-O. relatif au français et aux langues autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest.

Canada

Il y a de cela maintenant deux semaines, *L'Aquilon* mettait la main sur une information troublante concernant l'emploi d'une langue autre que l'anglais au travail. Une personne francophone à l'emploi d'un établissement du gouvernement des TNO a été réprimandée après qu'elle ait été surprise à parler en français avec un collègue, francophone également. Dans une lettre de blâme, le supérieur de l'employé affirme qu'il est malpoli de parler français au travail et insiste sur le fait que ce comportement n'est pas toléré. On ajoute que la même règle s'applique aux locuteurs de langues autochtones dont le caractère officiel est reconnu aux TNO. Étant donné qu'aucune source officielle n'a pu corroborer l'information, par respect pour l'employé lésé il nous est impossible d'étayer davantage ce cas déplorable. Nous vous offrons néanmoins ce dossier sur la langue au travail afin que vous sachiez quels sont vos droits et recours en la matière. Bonne lecture.

Le néant au plan juridique

Aux TNO, aucune loi ne s'occupe de la langue de travail.

Batiste W. Foisy

Ni la *Loi sur les langues officielles*, ni la *Loi sur les normes du travail*, ni même la *Loi sur les droits de la personne* ne peuvent être invoquées pour appuyer une plainte concernant la langue de travail. Toutes trois négligent cet aspect.

Contrairement à son équivalent fédéral, la *Loi sur les langues officielles* des TNO ne comprend pas de chapitre sur le travail. La loi qui confère à l'anglais, au français et à neuf langues autochtones le statut de langues officielles des TNO se cantonne à décrire les services que le gouvernement est tenu d'offrir dans ces langues. La loi fédérale, elle, affirme qu'il « incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que [...] leur milieu de travail soit propice à l'usage effectif des deux langues officielles [le français et l'anglais] tout en permettant à leur personnel d'utiliser l'une ou l'autre. »

Étant donné que les territoires sont des créatures administratives du gouvernement fédéral, est-ce que c'est la loi fédérale qui s'applique en l'absence d'une législation territoriale ? *Non*, répond la commissaire aux langues officielles par intérim des TNO, Shannon Gullberg. « À mon avis, dit-elle, la loi fédérale s'applique spécifiquement au gouvernement fédéral et aux agences fédérales. [...] Le gouvernement du Canada a donné aux TNO l'opportunité de développer une loi qui nous est propre. Elle a été adoptée, et modifiée récemment. Alors, en définitive, je ne verrais pas pourquoi la loi fédérale devrait s'appliquer sur la seule base que notre loi ne couvre pas ce champ-là. »

Une chose est sûre : la loi canadienne s'applique aux employés de la fonction publique fédérale. Mais attention, cela ne signifie pas pour autant que tous les fonctionnaires fédéraux des territoires aient le droit de s'exprimer en français au travail. Le chapitre consacré à la langue du travail de la *Loi sur les langues officielles* canadienne est très explicite à l'effet que les dispositions de la loi citées plus haut ne s'appliquent que dans la région de la capitale nationale ainsi que dans une série de « régions désignées », dont les TNO ne font pas partie. À l'extérieur de ces régions désignées, la responsabilité du gouvernement fédéral se limite à s'assurer que « la situation des deux langues officielles en milieu de travail soit comparable entre les régions ou l'une ou l'autre prédomine ».

Normes du travail

Ce n'est pas non plus dans la *Loi sur les normes du travail* que l'on trouvera une protection légale aux droits linguistiques des travailleurs ténois. Nulle part dans cette loi, qui définit les conditions de travail minimales auxquelles ont droit tous les travailleurs du territoire, ne fait-on mention de la langue de travail.

Jennal James de la Commission des normes du travail est catégorique : la langue n'entre pas dans les secteurs couverts. « La réponse est non. La loi ne couvre pas ce champ-là. [...] Si on m'appelait pour ce genre de scénario je les référerai à la Commission des droits de la personne. »

Discrimination

Aux TNO une autre loi régit le monde du travail, la *Loi sur les droits de la personne*. Celle-ci décrit « les motifs de discrimination illicites » reconnus et qui peuvent être invoqués pour loger une plainte à l'encontre de son employeur. La langue n'en fait pas partie.

Les motifs de discrimination recevables sont : « la race, la couleur, l'ascendance, la nationalité, l'origine ethnique, le lieu d'origine, les croyances, la religion, l'âge, l'incapacité, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, l'appartenance familiale, les convictions politiques,



Montage photo : Batiste W. Foisy

les associations politiques, la condition sociale et l'état de personne réhabilitée [sic] ». Notons que cette loi est, essentiellement, calquée sur la législation fédérale qui ne considère pas, elle non plus, la langue comme un motif de discrimination.

La directrice adjointe de la Commission des droits de la personne des TNO, Deborah

McLeod, affirme néanmoins qu'une personne qui croit avoir été victime de discrimination au travail sur la base de la langue devrait contacter son organisme, car d'autres motifs, couverts par la Loi, pourraient aussi être impliqués.

« Il peut y avoir une implication des droits de la personne si des personnes d'une nationalité ont le droit d'utiliser leur langues et que des personnes d'une autre nationalité ne le sont pas. À ce moment-là, il y aurait une différence entre la façon dont les gens sont traités et c'est cette différence qui serait discriminatoire. [...] Dans ce cas nous pourrions agir, car il s'agit de discrimination sur une base autre que la langue, mais où la question de la langue est impliquée », explique Mme McLeod.

Elle donne un autre exemple : « Pensons à un néo-Canadien qui ne parle pas très bien l'anglais. Ce néo-Canadien demande à un collègue qui parle la même langue que lui des clarifications [à propos de choses qu'on lui dit en anglais]. Ensuite, s'il est harcelé à cause de cela, eh bien, ce harcèlement pourrait aussi être considéré comme un manquement à la Loi sur les droits de la personne. »

Elle mentionne enfin que la discrimination liée à la langue de travail est une question « qui va dans les deux sens ». « Durant les pauses et sur l'heure du dîner, les employés peuvent parler une autre langue [que l'anglais]. Mais, bien entendu, ils se doivent d'être courtois et de ne pas exclure les personnes qui les entourent, d'autant plus si leur conversation porte sur le travail », dit-elle.

Où trouver de l'aide?

Votre syndicat

Si vous êtes membre d'un syndicat, c'est d'abord à lui que vous devriez vous adresser pour signaler un abus de l'employeur concernant la langue de travail. Si votre plainte est fondée, un grief sera déposé contre votre employeur et vous bénéficierez d'une protection légale.

La Commission des langues officielles

Cet organisme indépendant est le seul au TNO habilité à enquêter dans les litiges qui touche les langues officielles. C'est à cet organisme que le ministre responsable des langues officielles, Charles Dent, suggère de s'adresser en premier lieu. 1-888-305-7353

La Commission des droits de la personne

Si vous considérez que votre problème relève d'un cas de discrimination, alors c'est là que vous devriez vous adresser. Sachez toutefois que vous ne pourrez pas invoquer « la langue » comme motif de discrimination. La commission met à votre disposition un personnel dévoué qui pourra vous aider à formuler une plainte recevable, s'il le faut. 1-888-669-5575

La Fédération Franco-Ténoise

Si vous êtes francophone et que vous vivez aux TNO, la FFT est là pour vous. La FFT défends depuis plus de 25 ans les droits des Franco-ténois et a une expertise certaine en matière de droits linguistiques aux TNO. (867) 920-2919

Le ministre répond

***L'Aquilon* a discuté avec le ministre responsable des langues officielles des TNO, Charles Dent, des enjeux liés à la question de la langue de travail.**

Batiste W. Foisy

NDLR : Pour des raisons éditoriales l'ordre des questions et réponses a été modifié.

L'Aquilon : Est-ce que l'on exige que les employés du gouvernement territorial ne parle qu'en anglais au travail ?

Charles Dent : Ça dépend du lieu de travail, j'imagine. Ce n'est certainement pas le cas dans les endroits où la loi stipule que des services doivent être offerts dans toutes les langues officielles. C'est à ce niveau-là que la *Loi sur les langues officielles* s'applique, l'offre de service au public.

L'Aquilon a eu vent d'un cas spécifique où des employés du gouvernement territorial ont été réprimandés pour avoir parlé leur langue officielle, entre eux, au travail. S'agit-il d'une politique gouvernementale officielle ?

Vous savez, je n'ai pas entendu parler de ce cas. Mais il n'est pas inhabituel que deux collègues qui parlent une autre langue [que l'anglais] discutent entre eux dans leur langue alors qu'ils sont au travail. Cependant, si cela se produisait dans une réunion départementale où tout le monde doit comprendre ce qui se passe, alors on s'attend à ce que l'on utilise une langue comprise de tous. Mais si on parle d'une conversation anodine entre collègues, alors non, il n'y a pas de politique en ce sens. Que se soit l'esclave du Sud ou le français ou peu importe, les gens peuvent utiliser leur langue.

[...] Ces allégations sont graves. Si je pensais qu'il y avait un problème ou si quelqu'un portait à ma connaissance plus de détail là-dessus, j'y donnerais suite.

Est-ce qu'aux TNO, les salariés sont encouragés à utiliser leur langue officielle au travail quand l'occasion se présente et que cela n'exclut pas de la conversation leurs collègues de travail ?

Oui. J'encourage personnellement quiconque sachant parler [une langue officielle autre que l'anglais] à l'utiliser aussi souvent que possible. Il est important de ne pas perdre sa culture et son patrimoine.

Aucune loi territoriale ne couvre la question de la langue de travail. Croyez-vous qu'il y a un manque à ce niveau ?

Charles Dent : La *Loi sur les langues officielles* parle de l'offre de services au public dans les langues officielles. Au niveau fédéral, il y a le *Code du travail du Canada* qui ne parle pas de langues officielles. Aux TNO pour les questions touchant le travail nous avons la *Loi sur la sécurité* et, à nouveau, cette loi parle de la sécurité au travail et ne mentionne pas les langues officielles. [...] Les dispositions de la loi fédérale [sur les langues officielles] s'appliquent aux employés fédéraux qui travaillent aux TNO.

Mais pas aux employés territoriaux ?

Non, pas nécessairement. Non. Aux TNO, c'est notre *Loi sur les langues officielles* qui s'applique à nos employés et ce que la loi dit c'est que nous devons offrir des services dans les langues officielles.

Y a-t-il une volonté d'inclure une politique sur la langue de travail dans la législation territoriale ?

À ce moment-ci, non. Il n'y a rien de prévu en fait de changements. Un examen de la *Loi sur les langues officielles* a été effectué il y a tout juste un an. Nous avons pris le temps d'écouter le public et ses préoccupations et c'est ce que nous avons utilisé pour nous guider dans la proposition de changements à la loi. Et [la langue de travail] n'était certainement pas un point qui a été soulevé.

Éditorial

Un trou béant



Alain Bessette

La problématique de la langue au travail soulevée en page 3 est intéressante. Un employé du gouvernement territorial est entré en contact avec moi en début d'année 2005 et a soulevé un cas flagrant de discrimination. Il fallait tenir compte d'un facteur important dans le traitement de ce dossier : l'employé désirait garder son anonymat dans la crainte de représailles à son endroit. Cela rendait évidemment notre travail plus ardu puisqu'on ne pouvait questionner ouvertement les protagonistes sans dévoiler notre source. Malgré tout, nous avons trouvé la solution : traiter du dossier général de la langue au travail.

La constatation la plus éloquente, c'est que rien dans les lois ne vient protéger citoyens et employés face à une discrimination basée sur la langue. En effet, cette question déborde le droit de travailler dans sa langue pour embarquer de plain-pied dans un dossier de discrimination.

Dans le cas présenté à L'Aquilon, il n'est pas question d'un employé qui exigerait de travailler en français, mais simplement une question de deux employés francophones qui, dans le cours de leur journée de travail, se parlent en français à l'occasion. Ces employés s'expriment toujours en anglais lorsqu'ils s'adressent à leurs collègues anglophones et, selon leur propre aveu, c'est normal ainsi. Et puis soudain, vlan! Une lettre disciplinaire est remise à un employé pour avoir osé parler en français au travail. Voici un cas où un simple employé du gouvernement ayant des responsabilités de supervision décide unilatéralement sur une question qui relève ni plus ni moins des politiques du gouvernement.

Si les différentes lois du travail des TNO ne font nullement mention des droits linguistiques sur les lieux de travail, on ne retrouve pas non plus de dispositions qui feraient de l'anglais la langue officielle de travail. En absence de dispositions législatives, c'est donc du ressort des politiques gouvernementales de déterminer cela. Or le gouvernement s'est engagé à favoriser la prestation de services en langues officielles et ce n'est certainement pas en empêchant la liberté d'expression en langues officielles qu'il y parviendra.

Une lueur d'espoir pour ces employés, le ministre Dent n'a vraiment pas apprécié cette situation et se chargera de faire savoir qu'il n'est pas bon d'empiéter sur ses prérogatives.



Batiste W. Foisy / L'Aquilon

Le spectacle bénéfice CoolAid a permis d'amasser 18 00\$ pour aider les victimes du tsunami qui a ravagé le Sud-Est asiatique.

LES PIÈGES DE LA POLITIQUE



Je m'abonne!

| | | |
|----------------|--------------------------------|--------------------------------|
| | 1 an | 2 ans |
| Individus : | 30 \$ <input type="checkbox"/> | 50 \$ <input type="checkbox"/> |
| Institutions : | 40 \$ <input type="checkbox"/> | 70 \$ <input type="checkbox"/> |
| | TPS incluse | |

Nom : _____

Adresse : _____

Votre abonnement sera enregistré à la réception du paiement.

Adressez votre paiement au nom de L'Aquilon :
C.P. 1325, Yellowknife, NT, X1A 2N9

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-2158
C.P. 4612, Hay River, NT, X0E 0R0
Tél. : (867) 444-2242, Téléc.: (867) 874-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journalistes : Batiste W. Foisy

Collaborateurs et collaboratrice :
Geneviève Harvey, Jacqui Gagnon

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. L'Aquilon est la propriété de la Fédération Franco-Ténoise par le biais de la société les Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APE
Association de la presse francophone

repco-média 1-800 411-7486
Agence de représentation média

Qu'est-ce qu'on fait ensuite?



Geneviève Harvey

Ce qui m'a incitée à reparler du tsunami, c'est le fait qu'une de mes amies n'avait pas l'air convaincue de mes idées à propos de ce qui devrait se faire après tout ça, la reconstruction, comme elle l'appelle, ou la vie après la tragédie, comme je l'appelle. Vous y avez pensé, vous à ce qu'on fait après une telle tragédie? Comment on s'organise? Où va tout cet argent recueilli? Comment?

On a tous un pincement en pensant à tout ça, et la tête nous chavire. Mais notre responsabilité se résume-t-elle à envoyer des sous? On n'a pas grand pouvoir. Que cela ne nous empêche pas de penser à

de quelqu'un. Rien que d'y penser, et on chavire, c'est trop. Vous avez vu comme moi des centaines d'images atroces. Point n'est besoin de raviver ces souvenirs. Ils sont durs pour les témoins, imaginez pour les personnes qui les vivent!

Donc, gros branle-bas de combat, l'aide humanitaire arrive avec armes et bagages. C'est bien! C'est ce qu'on veut! C'est pour ça qu'on donne de l'argent. Mais quand vient le temps de reconstruire, ce sont les gens eux-mêmes qui devraient être en charge, prendre la direction des travaux, construire eux-mêmes comme ils l'entendent. Il arrive souvent que l'infantilisation aille au point de les tenir à l'écart de tous les travaux post-tragédie, alors qu'ils sont les mieux placés pour y participer. Et non seulement ils devraient y participer, mais

donner un sens à la vie, les faire se sentir utiles à quelque chose, leur redonner l'instinct de vie que la mer leur a enlevée. C'est de leur donner le droit de reconstruire à leur façon, et non à la façon de ceux qui les aident.

On a souvent entendu à la télé, les jours qui ont suivi cet abomination, les gens dire d'envoyer de l'argent, de ne pas y aller. Souvent, les gens pensent que leur présence serait vraiment utile. Détrompez-vous! À moins que vous ne soyez médecin ou infirmière, votre présence ne ferait que nuire à la bonne marche des choses. Je sais que les sentiments qui vous animent sont louables, mais le mieux, c'est malgré tout l'argent qui peut servir à acheter localement et repartir des économies qui en ont pris pour leur rhume.

Je reviens donc à mon idée première : les gens sur place doivent non seulement participer, mais il faut également leur donner le pouvoir de prendre leurs propres décisions. J'écouterais un des fondateurs de Médecins sans frontières, et il allait même jusqu'à dire qu'il fallait donner l'argent aux gens eux-mêmes pour reconstruire leurs maisons. C'est ça de l'aide internationale! Mais il dit s'être fait taper sur les doigts par d'autres grands organismes internationaux qui pour leur part, croient que ce sont eux qui doivent tout reprendre en main et non pas redistribuer l'argent aux victimes elles-mêmes, une fois les premiers secours bien en place et les infrastructures principales bien rétablies. Un grand dilemme, n'est-ce pas? Ça donne à réfléchir tout ça, et pas seulement à vous et à moi, mais particulièrement aux grands organismes internationaux, voués à l'entraide internationale et au mieux-être de la planète. Mais même si on n'est pas en charge de grand chose à l'échelle internationale, vous et moi, on a tout de même le droit, et j'irais même jusqu'à dire le

devoir d'étudier tout ça. Et ainsi, quand arrive une horreur comme il vient d'en arriver une, on sait un peu quels organismes privilégient notre pensée. Et selon vos priorités, votre façon de penser, etc., vous pouvez donner de façon qui soit conforme à vos convictions.

Je crois que la solidarité humaine démontrée nous a peut-être fait réaliser que le pire déclenche le meilleur. Mais on sait également que le pire donne lieu au pire, et je parle du commerce d'enfants qui sévit dans les pays touchés. La bête humaine est vraiment insondable! Capable des pires horreurs et des plus grands sacrifices face à leurs semblables! J'en reparlerai une autre fois. En attendant, je salue votre générosité et votre sens du partage. Je sais que c'est le cas! Les gens du Nord sont réputés pour ça!

genevharvey@yahoo.com



la façon dont les secours devraient être organisés, l'argent versé, etc.

Si l'aide de première ligne, immédiate, qui suit une grande tragédie vient plutôt de l'extérieur, car les gens sur place sont démunis et ont besoin d'aide de façon urgente, ponctuelle et tangible, un peu plus tard, quand la reconstruction recommence, on constate souvent, avec stupeur, que les organismes et pays prennent en main les travaux, sans trop se préoccuper des pays et des gens touchés. Ils sont portés à envoyer tout, de ne pas tenir compte de l'économie locale, d'infantiliser les gens.

Ainsi, pour plusieurs de ces personnes qui ont perdu tout, mais alors tout, le gouffre auquel ils font face est grand. C'est tellement énorme, qu'on ne peut pas imaginer. On essaie, par empathie, mais c'est le mieux qu'on peut faire. C'est trop douloureux pour vraiment pouvoir se mettre à la place



Clinique dentaire Adam

* Service d'hygiène dentaire en français.

* Anne-Marie se fera aussi un plaisir de répondre à vos questions concernant vos dents et vos gencives.

Contactez nous au 873-2775

5209 Ave. Franklin



AVIS PUBLIC DU CRTC

Canada

1.-2. L'ENSEMBLE DU CANADA. CANWEST GLOBAL COMMUNICATIONS CORP. ET CHUM LIMITÉE, au nom de certaines filiales, demandent l'autorisation de modifier leurs licences respectives de radiodiffusion en vue d'implanter un programme incitatif lié aux dramatiques canadiennes télévisées de langue anglaise. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis public. EXAMEN DES DEMANDES : 81, ch. Barber Greene, Toronto et 299, rue Queen O., Toronto (Ont.). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez utiliser UNE des façons suivantes : utiliser le lien du «Formulaire d'interventions/observations» à la section «Instances publiques» du site web du CRTC; écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2; ou envoyer un fax au (819) 994-0218. Vos observations doivent être reçues par le CRTC au plus tard le **31 janvier 2005** et **DOIVENT** inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2005-2.



Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Investissements dans le Nord : EXPO 2005



Au nom du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, je suis heureux de vous informer de notre participation à l'Exposition internationale de 2005 qui se tiendra à Aichi, au Japon du 25 au 29 juillet prochain. Le gouvernement des T.N.-O. tiendra un kiosque dans le pavillon canadien dans le but de faire connaître les gens d'affaires du Nord et les aider ainsi à créer des réseaux de contacts avec des dirigeants d'entreprises et des dignitaires japonais. Cet événement prestigieux est une belle occasion pour les entreprises des T.N.-O. d'accroître leur visibilité et de créer des liens avec des chefs de file du monde des affaires japonais.

Les revenus apportés aux T.N.-O. par le Japon sont très considérables. En effet, les Japonais représentent 24 % des touristes des T.N.-O.; beaucoup d'entre eux achètent nos marchandises et services au cours de leur séjour. De plus, ils ont constitué 8 % du marché au détail mondial des diamants en 2003. Le pavillon canadien à l'Exposition mondiale sera l'endroit idéal pour les T.N.-O. pour se faire connaître et pour établir des relations permettant d'envisager un avenir prometteur pour tous nos citoyens.

Cet événement d'une semaine nous permettra de montrer tout ce que les T.N.-O. ont à offrir. Les entreprises pourraient mettre en valeur leur présence en tenant, avec le gouvernement des T.N.-O., une réception au pavillon canadien.

Vous pouvez soumettre vos propositions à la personne-ressource indiquée ci-dessous jusqu'au 28 février 2005. Il existe également beaucoup d'autres occasions pour les entreprises des T.N.-O. de s'associer à l'initiative de l'Expo. Je vous invite tous et toutes à vous joindre au gouvernement des T.N.-O. dans le cadre de cet événement stimulant et unique en son genre. Ensemble, nous maximiserons nos occasions d'affaires à l'Expo.

J'attends avec impatience votre appui et votre participation.

B. L. Bell

L'honorable Brendan Bell,
Ministre des ressources, de la faune et du développement économique



Personne-ressource :

Pour plus d'information concernant l'Expo 2005 ou pour les détails complets sur le programme de commandite, veuillez communiquer avec :
Mme Linda Ecklund chef de projet adjointe
Tél. : (867) 873-7389 Courriel : expo2005@gov.nt.ca

Le site Web de l'Expo, en fonction dès le 24 janvier : www.expo2005.nt.ca



Northwest Territories Resources, Wildlife and Economic Development

CHRONIQUE TNO SANTÉ

Par : Jean de Dieu Tuyishime, MD, MSc
Coordonnateur Réseau TNO Santé en français

Le saviez-vous? LE RIRE EST BON POUR LA SANTÉ!



Sachez d'abord que si on ne connaît personne qui soit mort de rire, beaucoup de gens sont sans doute morts de ne pas avoir assez ri! Plusieurs bénéfices du rire ont été prouvés scientifiquement dont voici quelques uns :

1) Le rire compense les effets négatifs du stress. Le rire est le remède anti-stress le plus économique et le plus facile à mettre en place. Rire détend les muscles, dilate les vaisseaux sanguins et permet donc au sang de mieux circuler dans tout notre organisme. Un bon éclat de rire réduit le taux des hormones du stress (épinéphrine et cortisol).

2) Le rire renforce notre système immunitaire. Les chercheurs ont démontré que les émotions négatives (anxiété, dépression et colère) ont le pouvoir de réduire nos capacités à lutter contre les infections. Le rire entraîne l'augmentation de certains de nos globules blancs, d'anticorps (*immunoglobuline A*) dans la muqueuse nasale et les voies respiratoires, nous permettant de mieux lutter contre certains virus, et de détruire les intrus dans notre organisme.

3) Le rire préserve notre santé physique. Après 15 minutes de rire matinal on absorbe davantage d'oxygène et on se sent bien pour la journée. Dr William Fry a démontré qu'une minute de rire équivaut à 10 minutes de rameur. Le rire stimule le cœur et active la circulation sanguine autant que n'importe quel autre exercice d'aérobic et c'est nettement plus... drôle!

4) Le rire renforce notre équilibre mental. Il combat la dépression, l'anxiété et les désordres psychosomatiques, du type crises de nerfs et insomnies.

5) Le rire est bon pour l'hypertension artérielle. L'hypertension artérielle étant entre autre causée par le stress, le rire aide donc bien à la contrôler! Ça ne guérit pas un grand malade mais ça pourrait empêcher quelqu'un ayant un terrain favorable de la développer.

6) Le rire stimule nos défenses naturelles. Le rire nous fait sécréter des endorphines, l'hormone du bonheur ou à peu près! Les endorphines permettent de lutter contre les terribles douleurs qu'aucun médicament ne peut soulager.

7) Le rire aide à supporter les maladies chroniques (asthme, cancer). Le rire permet de bien s'oxygéner et fait travailler les poumons, ce qui les renforce. D'autre part, le rire libère l'hormone du bonheur (endorphine) qui soulage des douleurs intenses. Toutefois, pour ceux qui sont sévèrement atteints, une surveillance médicale est impérative car certains exercices peuvent aggraver leurs troubles.

8) Le rire augmente nos performances intellectuelles, physiques et morales. Pour les athlètes, rire avant une compétition permet de se relaxer et donc d'obtenir de meilleurs résultats. Pour les chanteurs et les acteurs, le rire permet de mieux contrôler son élocution. Pour chacun de nous, rire en public augmente notre confiance, combat le trac et nous rend plus sociable, souriant et moins réservé. Nous adoptons une attitude plus positive, moins irritable, face aux nombreux petits désagréments de la vie quotidienne.

9) Le rire nous rajeunit et nous rend plus séduisant! Le rire permet de faire travailler tous les muscles... du visage! Les éclats de rire nous permettent de mieux irriguer notre visage. Et ils nous rendent plus chaleureux et séduisants! En titillant nos glandes lacrymales ils ajoutent un éclat à notre regard! Enfin les exercices de rire développent nos abdominaux... Nous voilà avec la taille de guêpe tant souhaitée!

Allez-y, riez!

La Chronique TNO Santé est préparé par le Réseau TNO Santé en français et se veut un espace d'échanges et de conseils utiles pour nous responsabiliser et nous nous maintenir en meilleure santé. Vous pouvez nous communiquer les sujets en rapport avec la santé qui vous intéressent, il nous fera plaisir d'en traiter d'avantage avec l'aide des professionnels concernés par les sujets. L'adresse pour nous joindre:

5016, 48^e Rue, C.P. 1325 Yellowknife NT X1A 2N9

Téléphone : (867) 920-2919, Télécopieur : (867) 873-2158, courriel : santef@franco-nord.com

Un PPP pour le pipeline

Les gouvernements fédéral et territorial s'unissent au privé pour aider les communautés à se préparer à l'arrivée du gazoduc.

Batiste W. Folsy

C'est un partenariat public-privé (PPP) qui financera le tout nouveau Programme visant l'accès aux ressources, un programme d'aide financière aux communautés autochtones et aux municipalités touchées par le Projet gazier du Mackenzie (PGM).

En tout, le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, le GTNO et la pétrolière Imperial Oil, un des principaux promoteurs du PGM, offrent quatre millions de dollars aux communautés. Le gouvernement fédéral et Imperial Oil versent 1,8 million de dollars chacun; le GTNO 400 000 \$.

Comme le nom du programme l'indique, l'argent devra servir à négocier, avec les promoteurs, des ententes qui permettront à ces derniers d'accéder aux

ressources. Deux types d'ententes pourront être négociées. Les « ententes sur les retombées » portent sur la façon dont les promoteurs aborderont les possibilités d'éducation, de formation, d'emplois et d'affaires découlant de la construction du projet. Les « ententes sur l'accès aux terres », elles, décrivent les modalités selon lesquelles les promoteurs pourront utiliser les terres des communautés, notamment les disposition financières. Dans chaque cas, les négociations se font entre la communauté et les promoteurs directement.

Dans le cas des municipalités ayant un pouvoir d'imposition foncière, les fonds serviront à la négociation d'ententes sur la rémunération des services avec les promoteurs du PGM, « si de telles ententes peuvent

profiter aux deux parties », précise-t-on par voie de communiqué.

Les communautés autochtones qui pourront bénéficier du programme sont les membres des organisations autochtones suivantes : les Premières nations du Deh Cho, la Société foncière du district du Sahtu, le Conseil tribal des Gwich'in et la société régionale inuvialuit. Quant aux municipalités, ce sont les villes de Hay River, de Fort Simpson, de Norman Wells et d'Inuvik qui pourront profiter de ce PPP.

Commentant l'annonce, la député de Western Arctic et ministre d'État au développement du Nord canadien, Ethel Blondin-Andrew, a affirmé qu'il était essentiel d'inclure le privé dans les préparations au développement du PGM. Car, a-t-elle dit, « le projet c'est eux. »



Le son de Yellowknife

Mon avenir c'est ici



Qu'en pensez-vous?

À votre avis, grâce aux initiatives développées, l'immigration francophone en milieu minoritaire ira-t-elle en s'accroissant au cours des cinq prochaines années?

☐ OUI

☐ NON

Sondage en ligne
Pour répondre :
www.journaux.apf.ca

Services d'accueil : l'Ouest en devenir

Vouloir accueillir un plus grand nombre d'immigrants francophones en milieu minoritaire est une chose, mais encore faut-il avoir les structures en place pour les intégrer à la communauté de leur choix.

C'est véritablement au début du Millénaire que le « virage immigration » a été pris dans les communautés francophones hors Québec, et plus particulièrement dans l'Ouest du pays. Depuis, deux provinces se démarquent pour les services bilingues offerts aux nouveaux arrivants : le Manitoba et l'Alberta.

Au Manitoba, un service francophone d'accueil et d'intégration pour les nouveaux arrivants a été implanté. L'idée première de ce service émane de la communauté franco-manitobaine et plus précisément du colloque *Passons à l'action pour l'immigration* qui s'est déroulé en octobre 2002.

Situé dans le bureau de Saint-

Boniface du Centre de services bilingues, l'organisme, communément appelé l'Accueil francophone, a officiellement pris son envol en décembre 2003 alors que Rolande Kirouac a été embauchée comme coordonnatrice des services d'accueil.

Cette dernière devait et doit toujours identifier les besoins des nouveaux arrivants, mettre en place des programmes de formation et d'orientation et assister les immigrants potentiels dans leurs démarches.

Le but ultime de ce service est d'accueillir, à Saint-Boniface, les nouveaux arrivants francophones. Cependant, avant de les accueillir, il a fallu « dresser la liste des services qui étaient disponibles en français. Cela nous a permis de développer un livret d'informations qui est remis aux visiteurs, donc aux nouveaux arrivants », indique M^{me} Kirouac.

À l'heure actuelle, les secteurs de l'emploi et du logement sont deux dossiers que l'Accueil francophone

suit de près. « Dans ces domaines-là, le terrain n'est pas défriché. Par exemple, ce que les gens ignorent, c'est que nous sommes très près d'une crise du logement », mentionne Rolande Kirouac. Elle précise que son mandat n'est pas de trouver les solutions, mais plutôt « de travailler avec la communauté et les intervenants concernés pour y remédier ».

Financé par les gouvernements provincial et fédéral, « l'Accueil francophone » est là pour rester. « Il y a deux ans, le Manitoba a accueilli 4 000 nouveaux arrivants. Ce nombre est passé à 6 000 en 2004 et la province espère aller en chercher 10 000 en 2005 », affirme M^{me} Kirouac.

L'Alberta

La province de l'Alberta est, elle aussi, bien nantie pour accueillir les nouveaux arrivants. Un service d'accueil et d'établissement (SAE) a été implanté en 2003 à Edmonton. Issu d'un partenariat entre plusieurs organismes communautaires, le

SAE a comme objectif d'outiller la communauté francophone de la région d'Edmonton pour qu'elle soit en mesure d'accueillir les nouveaux arrivants francophones et de faciliter leur établissement sur les plans économique et socioculturel. Depuis ses débuts, ce service a appuyé et accompagné près de 250 nouveaux arrivants.

Même si elles sont moins avancées, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan ne sont pas en reste. À Vancouver, les immigrants peuvent bénéficier des services d'Éduca-centre (éducation et formation des adultes en français) alors qu'en Saskatchewan, la communauté francophone vient de concrétiser sa vision lors d'un forum sur l'immigration en novembre 2004.

Un plan d'action comprenant deux volets (accueil et établissement et promotion et recrutement) a alors été présenté et adopté.



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada, par le biais de Citoyenneté et Immigration Canada et du Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO), une initiative du Patrimoine canadien.

Concilier développement et durabilité

Batiste W. Foisy

Le ministre d'État aux infrastructures, John Godfrey, est membre du Comité canadien pour la durabilité, un comité parlementaire qui développe la stratégie canadienne en matière de développement durable. Alors qu'il était de passage dans la capitale ténioise, *L'Aquilon* lui a demandé comment le Canada pouvait, dans l'esprit de la durabilité, supporter le Projet gazier du Mackenzie et le développement routier tout en respectant ses engagements de Kyoto. Dans un excellent français, voici ce que celui qui porte une feuille d'érable verte à sa boutonnière a répondu.

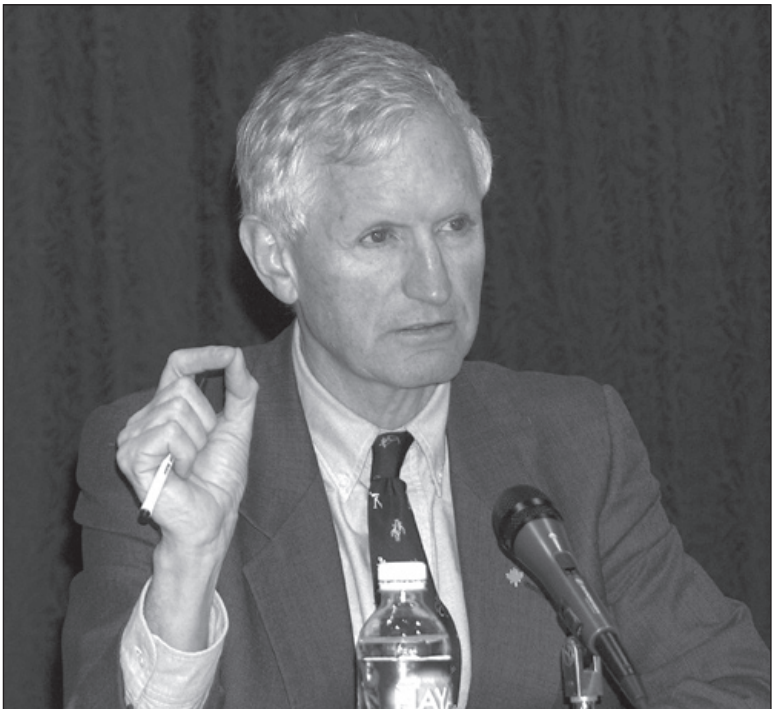
« C'est une question qui va au cœur du défi. C'est-à-dire que, évidemment, le Canada doit continuer de croître économiquement. Or il y a plusieurs secteurs, comme celui de l'automobile dont nous sommes très dépendants, de même que des projets de développement des ressources naturelles, comme les gazoducs [qui augmentent nos émissions de gaz à effets de serre]. Comment peut-on concilier les deux ? Ça, c'est le défi. Je crois, pour ma part, que la réponse consiste à insister pour un développement qui minimise les impacts environnementaux.

« Par exemple, nous avons un défi, en Alberta, avec les problèmes que cause l'industrie des sables bitumineux. Je ne suis pas absolument persuadé qu'il y ait une solution technologique pour tous ces défis-là. Mais on sait également que l'on peut faire d'énormes choses sur le plan technologique. Et, pour moi, la mise en application du protocole de Kyoto ce n'est pas simplement un programme de réduction [des gaz à effets de serre], c'est une stratégie industrielle pour le Canada. Une stratégie qui demande de se spécialiser dans des technologies qui pourront nous permettre de croître économiquement, de construire des tuyaux et toutes ces choses. Mais ce n'est pas facile. Je le reconnais. »

Et croyez vous que le Canada sera en mesure de respecter ses engagements de Kyoto ?


« Je suis persuadé qu'il existe une stratégie qui nous le permettra, une *nouvelle* stratégie. Avec la stratégie existante nous ne pouvons pas respecter nos obligations. Avec une nouvelle stratégie, qui est en train de se développer, il y a une façon de le faire et, en même temps, d'atteindre d'autres objectifs tels que la croissance économique et la promotion de nouvelles technologies. Mais cela dépend d'un effort national considérable. Ça ne va pas se faire par l'opération du marché. Ce n'est pas possible. »

Le protocole de Kyoto exige que, d'ici 2012, le Canada réduise de 10 % ses émissions annuelles de gaz à effet de serre sous leur niveau de 1990.



Batiste W. Foisy / L'ASquilon

Le ministre Godfrey



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Appel de candidatures - Nunavut

Le gouvernement du Canada est à la recherche de personnes désireuses de faire partie des commissions suivantes :

Tribunal des droits de surface du Nunavut - résout les différends portant sur l'accès aux terres et sur les indemnités.
Office des eaux du Nunavut - réglemente et administre les eaux.
Commission d'aménagement du Nunavut - élabore et contrôle les plans d'aménagement du territoire.
Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions - étudie les propositions de projet afin d'évaluer les répercussions environnementales, sociales et économiques.

Les membres des commissions reçoivent des indemnités de déplacement, ainsi qu'une allocation quotidienne lorsque la commission se réunit.

LA PRÉFÉRENCE SERA ACCORDÉE AUX BÉNÉFICIAIRES DE L'ACCORD SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES DU NUNAVUT, OU AUX RÉSIDENTS DU NUNAVUT, QUI POSSÈDENT DE L'EXPÉRIENCE ET DES COMPÉTENCES DANS CERTAINS DES DOMAINES SUIVANTS :

- médiation/résolution de différends
- évaluation environnementale
- exploitation minière
- législation relative aux droits de surface
- restauration de site
- planification de l'aménagement du territoire
- droit relatif aux ressources
- gestion des eaux et des ressources
- savoir autochtone

Les candidats et candidates doivent accepter de se soumettre à une vérification de la sécurité et obtenir la cote pertinente.

Veuillez envoyer votre curriculum vitae par télécopieur et indiquer clairement votre lieu et date de naissance, ainsi que la commission à laquelle vous aimeriez participer, avant le 15 février 2005 à :

Affaires indiennes et du Nord Canada
Bureau régional du Nunavut
À l'attention de Hannah Uniuqsaraq
C.P. 2200
IQALUIT (Nunavut) X0A 0H0
Télécopieur : (867) 975-4560

Les nominations seront faites par le ministre des Affaires indiennes et du Nord à la suite de l'examen des candidatures admissibles.
Pour obtenir de plus amples renseignements, composer le (867) 975-4515.

Canada



Pierre Lebeau

Défi d'une tonne Agissons contre les changements climatiques.

Relevons le défi partout au Canada

Chaque Canadien produit en moyenne cinq tonnes de gaz à effet de serre par année. Chauffer et climatiser nos maisons, conduire, se servir des appareils électriques... presque toutes les activités qui requièrent de l'énergie provenant de combustibles fossiles produisent aussi des gaz à effet de serre (GES). Et ces gaz contribuent aux changements climatiques.

Relevons le défi d'une tonne : réduisons notre consommation d'énergie et nos émissions de gaz à effet de serre de 20 %, soit d'une tonne. Tout en économisant de l'argent, nous contribuerons à protéger l'environnement et la qualité de l'air.

Demandez votre Guide du défi d'une tonne.
Consultez le site **changementsclimatiques.gc.ca** ou composez le **1 800 O-Canada** (1 800 622-6232), ATS 1 800 465-7735.

Parlez à vos
enfants à
propos du
tabagisme.

Cela ne peut
qu'aider.



www.dontbeabutthead.ca
1 866-353-0338

Petites annonces



AUDIENCE PUBLIQUE DU CRTC

Canada

Le CRTC vous invite à participer à une audience publique à partir du 28 février 2005 à 9 h30, à Fairmont Hotel Vancouver, 900, rue West Georgia, Vancouver (C.-B.), afin d'étudier les demandes qui suivent. 14.-19. L'ENSEMBLE DU CANADA. **TRINITY BROADCASTING NETWORK OF CANADA INC., GLOBAL FISHING NETWORK LTD., ALL TV INC. ET FRANK ROGERS (SDEC)** demandent l'autorisation d'obtenir des licences visant l'exploitation d'une entreprise nationale de programmation d'émissions spécialisées de catégorie 2 de langue française, anglaise ou qui seront appelées respectivement Trinity Broadcasting Network of Canada, Global Fishing Network, All TV-KBS, All TV-SBS, Canadian Teen Television Network et The Single Parent Channel. Pour plus d'informations sur chacune de ces demandes et pour connaître les localités où les examiner, veuillez consulter l'avis d'audience publique. 20. L'ENSEMBLE DU CANADA. **CTV TELEVISION INC.**, au nom de The Comedy Network Inc., demande l'autorisation de procéder à une réorganisation corporative qui aura pour effet de transférer les actifs de l'entreprise nationale de service spécialisé de télévision de langue anglaise connue sous le nom The Comedy Network (TCN); et d'obtenir une licence lui permettant de poursuivre l'exploitation de cette entreprise. Pour plus d'informations, veuillez consulter l'avis d'audience publique. EXAMEN DE LA DEMANDE : Bell Globemedia Inc., 9 Channel Nine Court, Toronto (Ont.). Si vous voulez appuyer ou vous opposer à une demande, vous pouvez écrire à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2. Vous pouvez également soumettre votre intervention par fax au (819) 994-0218 ou en accédant au formulaire d'interventions/d'observations à la section « *Instances publiques* » du site web du Conseil à <http://www.crtc.gc.ca> d'audience publique. Vos commentaires doivent être reçus par le CRTC au plus tard le **3 février 2005** et DOIVENT inclure la preuve qu'une copie a été envoyée au requérant. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet: <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2004-11.



Conseil de la radiodiffusion et
des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission

Avis

Processus de demandes d'information



Commission d'examen conjoint
du projet gazier du Mackenzie

La Commission d'examen conjoint du projet gazier du Mackenzie est arrivée à plusieurs décisions au cours du dernier mois qui comprennent :

- débiter le processus pour la recherche d'information supplémentaire des promoteurs;
- finaliser la liste des intervenants qui participeront à l'évaluation environnementale du projet gazier du Mackenzie; et
- inviter les intervenants à participer à l'examen technique de l'Énoncé d'incidence environnementale (ÉIE) par le biais de demandes d'information.

La Commission d'examen conjoint a débuté son examen initial et surveiller la conformité de l'ÉIE après sa réception le 7 octobre 2004. La Commission d'examen conjoint a informé les promoteurs de ses premières conclusions par une lettre datée du 3 décembre 2004 qui soulèvent certains points importants qui, en vertu des termes de référence de l'ÉIE, nécessitent un approfondissement. La lettre servait aussi à lancer l'examen technique de l'énoncé d'incidence environnementale.

La Commission d'examen conjoint s'attend à ce que le processus de demandes d'information soit la meilleure méthode pour s'assurer de recevoir toute l'information jugée nécessaire par la Commission d'examen conjoint et les participants pour que débutent les audiences publiques.

La Commission d'examen conjoint a fait circuler une liste des intervenants. Le statut d'intervenant confère aux individus et aux organismes la possibilité de participer au processus de demandes d'information et de poser des questions aux promoteurs et aux autres intervenants lors des audiences. L'obtention du statut d'intervenant ne limite aucunement la participation du public dans la présentation de leur point de vue lors des audiences publiques locales ou générales ou pour présenter en tout temps une lettre de commentaires destinée à la Commission d'examen conjoint.

Quatre-vingt-neuf personnes, compagnies ou organismes ont été informés que leur demande d'obtention du statut d'intervenant avait été acceptée. Les intervenants ont reçus des instructions sur la façon de participer lors du processus initial de demandes d'information. Les intervenants doit simultanément soumettre leurs demandes d'information directement au promoteur et en envoyer une copie à la Commission d'examen conjoint ainsi qu'aux autres intervenants. Ce sera la responsabilité des intervenants de distribuer leurs documents aux autres intervenants.

La Commission d'examen conjoint a décidé de gérer le processus de demandes d'information de cette façon plutôt que de demander aux intervenants d'adresser leurs demandes préalablement à la Commission d'examen conjoint. Une demande d'information n'a pas à être traitée par la Commission pour être valide.

La date limite pour soumettre la première série de demandes d'information est le 28 janvier 2005. La Commission d'examen conjoint est d'avis que la meilleure façon de gérer ce processus est de traiter les demandes d'information en groupe. Ainsi, la première ronde de demandes, et toutes autres rondes ultérieures, seront conçues sur la base des groupes de demandes, chacune ayant une date limite tant pour les soumettre que pour y répondre. La Commission d'examen conjoint encourage donc les participants de procéder avec cette première ronde à ce moment-ci, sachant qu'il y aura des rondes ultérieures tant que ce sera nécessaire. Le processus de demandes d'information est le moyen principal de clarifier et d'analyser l'information qui a été reçue jusqu'à maintenant du promoteur.

Les sujets qui seront présentés ou entendus par la Commission d'examen conjoint inclus, sans s'y limiter, les impacts humains et naturels environnementaux. Cela est énuméré dans les termes de référence de l'énoncé d'impact environnemental du projet gazier du Mackenzie. Ce document, ainsi que toute autre information d'intérêt publique reliée à l'examen du projet sont disponibles électroniquement au www.ngps.nt.ca ou aux adresses suivantes :

Secrétariat du projet de gaz du Nord
Suite 208, Scotia Centre, 5102, 50^e Ave.
Yellwoknife, TNO

Secrétariat du projet de gaz du Nord
Suite 302 (Professional Building), 125 Mackenzie Road
Inuvik, TNO

Bibliothèque de l'Office national de l'Énergie
444, 7^e Ave. SW (Premier étage)
Calgary, Alb.

Les personnes ou organismes intéressés à obtenir plus d'information sur la façon de participer à l'examen environnemental du projet gazier du Mackenzie peuvent contacter la Commission d'examen conjoint :

Paula Pacholek
Directrice de la Commission d'examen conjoint
Suite 302, 125 Mackenzie Road
C.P. 2412, Inuvik, NT, X0E 0T0
Tél. : (867) 678-8604, Téléc. : (867) 777-3105
Courriel : pacholek@jointreviewpanel.ca

Les Petites annonces
de L'Aquilon est un
service communau-
taire offert gratuite-
ment aux abonnés
de L'Aquilon.
Pour nous joindre :
Tél. : 873-6603
aquilon@internorth.com

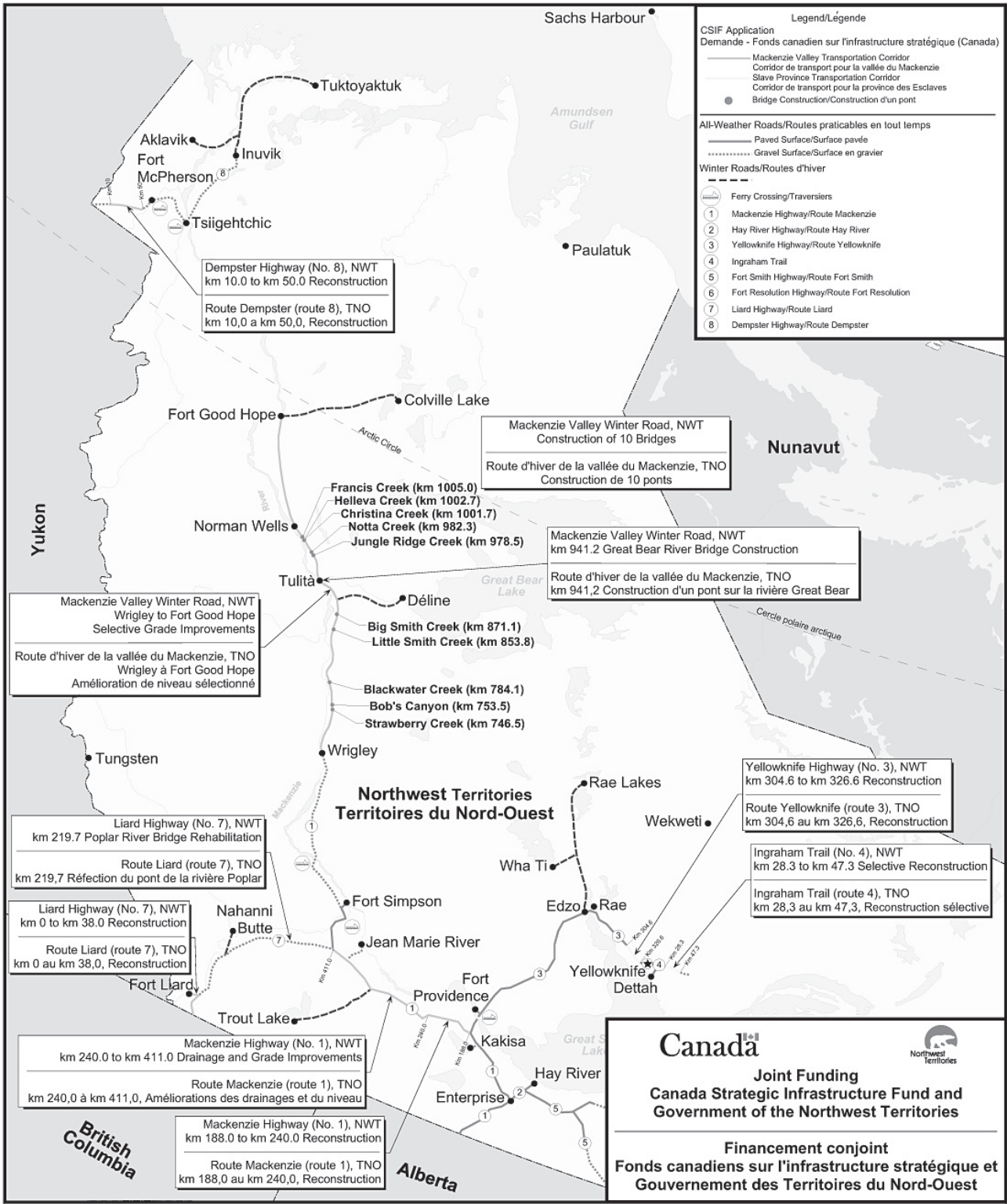
Taekwon-Do
Cours de Taekwon-Do.
766-2193.

Film à vendre
Le film documentaire
La boîte d'Alicia (VHS
ou DVD) est en vente au
Conseil de développe-
ment économique au
5003, 48^e rue.

Investissements dans l’infrastructure

Les routes seront revampées

Stratégie pour le Nord oblige, il ne se passe plus une semaine sans qu’Ottawa annonce de nouveaux investissements dans les territoires.
Cette semaine, ce sont les routes qui remportent la tombola.



Batiste W. Foisy

Quatre-vingt-dix millions de dollars seront investis pour revitaliser l’ensemble du réseau routier ténois, a annoncé le ministre d’État à l’infrastructure et aux collectivités, John Godfrey, qui effectuait une tournée des territoires la semaine dernière.

Cette somme sera déboursée à parts égales entre le gouvernement du Canada et le GTNO, soit 45 millions pour chacun des paliers gouvernementaux. L’argent s’ajoute aux 40 millions de dollars déjà engagés dans le cadre du programme Corridor, en 2003.

Ce sont presque toutes les grandes artères routières des TNO qui bénéficieront des montants annoncés, a précisé le ministre Ténos des Transport, Michael McLeod. La route Dempster, qui relie Inuvik au Yukon, sera reconstruite sur une quarantaine de kilomètres près de Fort McPherson. Les derniers kilomètres de la route Liard avant la frontière avec la Colombie-Britannique seront également refaits. Des travaux de reconstruction ainsi que des améliorations du système de drainage et du niveau seront effectués sur la route Mackenzie, entre Fort Simpson et la jonction pour Fort Providence.

La route de glace de la vallée du Mackenzie sera, elle aussi, améliorée. Pas moins de dix ponts permanents seront érigés entre Wrigley et Norman Wells. Quand le ministre McLeod a fait cette annonce, le visage illuminé, le député du Sahtu, Norman Yakeleya, a immédiatement levé le pouce en signe d’approbation. Lors de la dernière session parlementaire, Yakeleya avait mentionné à plusieurs reprises le besoin d’améliorer les infrastructures routières du Sahtu.

La région du Slave Nord n’est pas en reste. Des travaux de reconstruction sélective auront lieu sur l’Ingraham trail et, surtout, les derniers kilomètres de la route 3, entre Rae-Edzo et Yellowknife, seront finalement pavés. La nouvelle a réjoui le maire de Yellowknife, Gordon Van Tighem, qui avait justement spécifié, la veille, au ministre Godfrey l’importance que revêtait ces travaux pour sa municipalité.

« Ce que cela devrait signifier, c’est une augmentation du tourisme motorisé [*rubber-tired tourism*]. Et, quand cela sera combiné à la construction de ponts, cela pourrait diminuer le coût de la vie ou, à tout le moins, nous assurer que nous pourrions recevoir de la marchandise en tout temps », a commenté le maire Van Tighem.

Les travaux devraient être complétés, au plus tard, en 2010

À la Roosevelt

Commentant l’engagement du gouvernement Martin pour un développement durable des infrastructures canadiennes, le ministre Godfrey a qualifié de « New Deal » (nouvelle donne) la vision de son chef de parti.

Paul Martin, assure-t-il, est déterminé à investir dans les communautés pour les doter d’infrastructures à la mesure de leurs ambitions et qui pourront permettre au Canada de faire face aux défis écologiques.

L’expression New Deal a été popularisée par l’ancien président américain Franklin D. Roosevelt. C’est le nom qu’il avait donné, en 1933, à son vaste programme de mise en chantier qui devait relancer l’économie américaine victime de la grande Dépression.



Territoires du Nord-Ouest Affaires municipales et communautaires
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Mettre à jour des manuels d'instructeur et d'opérateur des installations de loisirs et du manuel du programme de travaux

Le ministère des Affaires municipales et communautaires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, invite les entrepreneurs qualifiés à soumettre une proposition pour mettre à jour trois manuels d'opérateur et d'instructeur pour les cours de gestion de l'énergie, d'un site et de la structure du programme de formation d'opérateur d'installations et le cours de gestion de projet et de contrats du programme de formation - Travaux et gestion de travaux

On peut se procurer les documents auprès de Jason Goudie, agent des finances, Ministère des Affaires municipales et communautaires, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 6^e étage, Northwest Tower, 5201, 50^e Avenue, Bureau 600, Yellowknife NTX1A 3S9; tél. : (867) 873-7542; fax : (867) 873-0373. Quand vous faites référence à cette demande, utilisez le numéro de référence 058033.

Les enveloppes cachetées doivent parvenir à l'adresse susmentionnée, au plus tard à :

15 h, heure de Yellowknife, le 5 février 2005.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.



Territoires du Nord-Ouest Affaires municipales et communautaires
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDES DE PROPOSITIONS

Enseignement de cours pour 2005-2006

Le ministère des Affaires municipales et communautaires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, invite les entrepreneurs qualifiés à soumettre une proposition pour enseigner les cours de l'École d'administration municipale pour 2005-2006. Une proposition doit être faite pour chaque cours afin d'être évaluée et prise en considération. Le ministère encourage également les entrepreneurs à soumettre une proposition pour tous les cours d'un programme, afin qu'ils soient accordés en bloc.

Enseignement du programme d'opération d'installations de loisirs : 068001
Cours 1-2-3

Enseignement du programme de travaux et gestion des travaux : 068002
Cours 1-2-3-4-5-6-7-8-9

Enseignement du programme de financement communautaire : 068003
Cours 1-2-3-4-5-6-7-8-9

Enseignement du programme de gestion communautaire : 068004
Cours 1-2-3-4-5-6

Enseignement du programme d'administration des terres communautaires : 068005
Cours 1-2-3

Enseignement du programme de gestion de l'eau et des eaux usées : 068006
Cours 1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11

On peut se procurer les documents auprès de Jason Goudie, agent des finances et des achats, Ministère des Affaires municipales et communautaires, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 6^e étage, Northwest Tower, 5201, 50^e Avenue, Bureau 600, Yellowknife NT X1A 3S9; tél. : (867) 873-7542; fax : (867) 873-0373.

Pour plus d'information, veuillez consulter le site du ministère, au **www.gov.nt.ca** et cliquer sur Contract Opportunities.

Les enveloppes cachetées doivent parvenir à l'adresse susmentionnée, au plus tard à :

15 h, heure de Yellowknife, le 28 février 2005.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.

Alphabétisation en français

Le réseau d'experts se met au travail

Étienne Alary

C'est sur des bases solides, puisqu'il est déjà bien ancré dans les communautés francophones en milieu minoritaire, que le premier réseau francophone d'experts en alphabétisation familiale a été « officiellement » lancé, à Ottawa, le 13 janvier dernier.

Initié par la Fédération canadienne pour l'alphabétisation familiale (FCAF), ce lancement a permis à la cinquantaine de gens présents de découvrir ce qu'a accompli le réseau au cours de la dernière année.

En effet, l'idée première d'un concept de réseau d'experts en al-

phabétisation familiale a germé à la Fédération en 2002. « Nous avons alors convoqué un groupe de 14 chercheurs (...) qui avait identifié des thèmes de recherche sur lesquels nous pourrions asseoir nos initiatives », a affirmé la directrice du développement à la FCAF, Margo Fauchon.



Photo: Étienne Alary / APF

Une année plus tard, 40 intervenants se réunissaient pour valider le travail des chercheurs. « Au même moment, le gouvernement fédéral dévoilait son Plan d'action pour les langues officielles dans lequel on y retrouve le dossier de l'alphabétisation familiale », indique Mme Fauchon.

Cet engagement du gouvernement fédéral est arrivé à point. « Tous les organismes provinciaux et territoriaux offraient déjà des activités d'alphabétisation familiale. Cependant, le manque de financement menait à l'arrêt de ces activités », souligne la présidente de la Fédération, Jocelyne Lavoie.

La FCAF a ainsi pu aller de l'avant avec son groupe d'experts qui est constitué principalement de ses membres, mais aussi des partenaires et des chercheurs. Aux dires de Margo Fauchon, cette première année aura permis au réseau de « cerner ses besoins » et d'identifier les six axes d'intervention du réseau, soit l'amélioration de la capacité organisationnelle des groupes, le réseautage et le partage des connaissances et des compétences, la recherche et l'analyse, la formation des intervenants, le développement des approches et des modèles utilisés ainsi que la promotion des retombées de l'alphabétisation familiale.

Pour le réseau, il s'agit donc d'une première année d'une vision à long terme. « Malgré les résultats encourageants de la dernière année, il nous reste encore beaucoup à faire. Un parent sur quatre ne peut pas faire la lecture à son enfant », énonce Jocelyne Lavoie.

Ce lancement du réseau s'est déroulé en présence du porte-parole de la FCAF, Daniel Lavoie. « Il est important de donner à nos enfants des outils, des mots qui leur permettront de découvrir le monde, mais aussi qui leur permettront de se découvrir », d'affirmer Daniel Lavoie.



Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Analyste planificateur ou analyste planificatrice des politiques

Affaires indiennes et du Nord Canada

IQALUIT (NUNAVUT)

Ce concours est ouvert aux bénéficiaires de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut qui habitent le Canada.

Ce poste sera doté conformément à l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut. Seuls les bénéficiaires de cet accord peuvent poser leur candidature. Indiquez clairement dans votre demande que vous faites partie de ces bénéficiaires.

Cet avis a trait à la dotation anticipée d'un poste permanent dont la fourchette de salaire va de **61 312 \$** à **66 287 \$** par année, en plus d'indemnités de poste isolé.

Pour pouvoir postuler cet emploi, vous devez détenir un diplôme d'une université reconnue ou une combinaison acceptable d'études, de formation et d'expérience. Vous devez également avoir de l'expérience dans les domaines suivants :

- ** travail multidisciplinaire avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux;
- ** élaboration de politiques, de stratégies et de plans;
- * élaboration de cadres d'évaluation de programmes, de critères et de méthodes de mesure du rendement, d'indicateurs de rendement et d'outils d'évaluation.
- * Non obligatoire
- ** Obligatoire

La personne retenue travaillera en équipe avec d'autres spécialistes des politiques, dans un bureau à aires ouvertes. Elle devra donner des conseils concernant : les questions relatives à la programmation et à la politique intersectorielles, internes et publiques; les activités de planification stratégique, ministérielle et opérationnelle; et les questions relatives aux services à la haute direction et au développement organisationnel (apprentissage, leadership et pratiques de gestion). En plus des services de consultation, elle devra assurer la facilitation et d'autres services professionnels et techniques pour les cadres supérieurs régionaux.

La maîtrise de l'anglais est essentielle.

La personne retenue devra accepter de faire l'objet d'une vérification approfondie de la fiabilité et d'un examen médical, et obtenir des résultats satisfaisants. **NOTA : Les personnes intéressées doivent obtenir la note de passage établie pour chaque critère obligatoire pour être considérées comme qualifiées à occuper le poste. N'hésitez pas à consulter l'énoncé de qualités sur notre site Web (<http://emplois.gc.ca>) ou à appeler Noolee, au (867) 975-4532.** Un examen écrit pourrait être administré dans le cadre du processus d'évaluation. Une liste de candidates et de candidats qualifiés sera établie et pourra servir à doter des postes temporaires ou permanents de même nature. Veuillez présenter votre candidature en ligne, au <http://emplois.gc.ca>, ou envoyer votre curriculum vitae d'ici le **4 février 2005** à la **Commission de la fonction publique du Canada, C. P. 1990, Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0, télécopieur (867) 975-2897, InfoTel : 1-800-645-5605, ATS : 1-800-532-9397.** Indiquez clairement dans votre demande de quelle façon vous respectez les exigences susmentionnées, et n'oubliez pas de mentionner votre citoyenneté et le **numéro de référence # IAN90596AL0-N.** Nous remercions tous ceux et celles qui poseront leur candidature, mais nous communiquerons uniquement avec les personnes retenues pour la suite du processus. La préférence sera accordée aux citoyens canadiens et aux citoyennes canadiennes. Nous souscrivons au principe de l'équité en emploi. La Commission de la fonction publique du Canada s'est engagée à mettre en place des processus de sélection et des milieux de travail inclusifs et dénués d'obstacles. Si nous vous contactons au sujet de ce concours, veuillez nous faire part des mesures d'aménagement qui devraient être prises pour que vous puissiez bénéficier d'une évaluation juste et équitable.

This information is also available in English.

emplois.gc.ca

Canada



**ADMINISTRATION
TERRITORIALE DES SERVICES
DE SANTÉ DE STANTON**

*L'employeur préconise un programme
d'action positive.
Il est interdit de fumer au bureau.*

Agent de recrutement de médecins

**(Poste à durée indéterminée,
à temps plein)**

Le traitement est actuellement à l'étude. En sus du traitement, l'employeur versera une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

**N° du concours : 2005-002454HE
Date limite : le 28 janvier 2005**

La vérification du casier judiciaire et un certificat de santé sont des conditions préalables à cet emploi. Nous établissons une liste de candidats admissibles que nous conserverons pendant 12 mois pour pourvoir à des postes à temps plein éventuels.

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante :

Adjoint aux ressources humaines
Services aux employés
Administration territoriale des services de santé Stanton
C.P. 10, Yellowknife NT X1A 2N1
Téléphone : (867) 669-4113; fax : (867) 669-4209
Courriel : srh_human_resources@gov.nt.ca

Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du programme d'action positive du gouvernement, les candidats doivent clairement en établir leur admissibilité.



**Territoires du
Nord-Ouest** Affaires municipales et communautaires
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

**Recherche, conception et élaboration
d'un cours de supervision de travaux
communautaires**

Le ministère des Affaires municipales et communautaires du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, invite les entrepreneurs qualifiés à soumettre une proposition pour effectuer une recherche, concevoir et élaborer un cours de supervision de travaux communautaires

On peut se procurer les documents auprès de Jason Goudie, agent des finances, Ministère des Affaires municipales et communautaires, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 6^e étage, Northwest Tower, 5201, 50^e Avenue, Bureau 600, Yellowknife NT X1A 3S9; tél. : (867) 873-7542; fax : (867) 873-0373. Quand vous faites référence à cette demande, utilisez le numéro de référence 58032.

Les enveloppes cachetées doivent parvenir à l'adresse susmentionnée, au plus tard à :

15 h, heure de Yellowknife, le 5 février 2005.

Le ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.

L'Aquilon à Hay River:
(867) 875-0117

Hausse du nombre de policiers au pays

(APF) - Au cours des cinq dernières années (entre 1999 et 2004), le nombre de policiers au Canada a connu une croissance de 16 % pour s’établir à 59 906.

Ce nombre est malgré tout inférieur de 2,4 %, s’il est comparé aux effectifs que comptait le pays dix ans plus tôt, soit en 1994. De plus, le taux de 188 policiers pour 100 000 habitants du Canada est d’environ 20 % inférieur à celui des États-Unis et de l’Australie et d’environ 25 % inférieur à celui de l’Angleterre et du pays de Galles.

Au cours de la dernière année, c’est la Saskatchewan qui affichait le taux le plus élevé parmi les provinces pour la quatrième année consécutive (202 policiers pour 100 000 habitants. Venaient ensuite le Manitoba (194), le Québec (191) et l’Ontario (187).

Terre-Neuve-et-Labrador (148) et l’Île-du-Prince-Édouard (150) comptaient les taux de policiers par habitant les plus faibles.

Plus de policières

Toujours selon ces données de Statistique Canada, en 2004, un policier sur six était de sexe féminin; cette proportion s’accroît progressivement depuis le milieu des années 1970.

Les services de police ont dénombré près de 10 000 policières, en hausse de 6 % par rapport à 2003.

La Colombie-Britannique continue d’afficher la plus forte proportion de policières, soit une psur cinq, tandis que les provinces de l’Atlantique ont la plus faible proportion, soit environ une sur huit.

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Secrétaire de division

Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation **Yellowknife, TNO**
Le traitement initial est de 23,14 \$ l'heure (soit environ 45 123 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 71-2448-0003 Date limite : le 28 janvier 2005

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Ressources humaines, Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 3^e étage, Lahm Ridge Tower, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 920-6221; fax : (867) 873-0115; courriel : ece_hr@gov.nt.ca

Analyste principal, Conseil de gestion financière

Secrétariat du Conseil de gestion financière **Yellowknife, TNO**
Le traitement varie entre 39,04 \$ et 44,28 \$ l'heure (soit entre 76 128 \$ et 86 346 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 13-2441-0003 Date limite : le 21 janvier 2005

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Section des ressources humaines, Ministère de l'Exécutif, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 3^e étage, Édifice Laing, 5003, 49^e Rue, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 873-7148; fax : (867) 873-0110; courriel : hr-exec@gov.nt.ca

Agent de probation

Ministère de la Justice **Fort Liard, TNO**
(Poste à durée déterminée de deux ans)
Le traitement initial est de 32,11 \$ l'heure, auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 4 606 \$. La vérification du casier judiciaire est une condition préalable à cet emploi.

N° du concours : 2450CA/05-0003 Date limite : le 21 janvier 2005

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Ressources humaines, Ministère de la Justice, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 873-7616; fax : (867) 873-0436; courriel : justice_employment@gov.nt.ca

- Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.
- Sauf indication contraire, l'anglais est la langue de travail des présent postes.
- L'employeur préconise un programme d'action positive - Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d'action positive les candidat(e)s doivent clairement en établir leur admissibilité.



Remaniement à Ottawa : Sgro quitte l’immigration

(APF) - À la suite de la démission de Judy Sgro à titre de ministre de la Citoyenneté et de l’Immigration, le 14 janvier dernier, le premier ministre Paul Martin a procédé à un léger remaniement ministériel.

Ce ministère, Citoyenneté et Immigration du Canada (CIC), passe donc aux mains de Joe Volpe qui était, jusqu’à ce jour, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

C’est l’actuelle présidente du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, Lucienne Robillard, qui, tout en conservant ses anciennes fonctions, hérite des anciennes responsabilités de Joe Volpe.

« Je tiens à exprimer ma gratitude à madame Sgro pour avoir ainsi servi son pays à titre de ministre de la

Citoyenneté et de l’Immigration. C’est avec réticence, mais avec grand respect que j’ai accepté sa décision de se retirer », a indiqué Paul Martin.

C’est dans la tourmente que Mme Sgro se retire de ce poste. En 2004, la ministre Sgro avait été pris à partie dans un dossier de permis de travail accordés à des ef-feuilleuses et une danseuse a allégué avoir obtenu une permission spéciale pour rester au Canada après avoir travaillé pour Judy Srgo lors de la dernière campagne électorale. Finalement, un propriétaire d’une pizzeria dans la région de Brampton (Ontario) se serait fait promettre que ses problèmes d’immigration seraient réglés s’il travaillait, lui aussi, à la campagne électorale de l’ancienne ministre.



Commission de la fonction publique
du Canada

Public Service Commission
of Canada

Professionnels et professionnelles de la santé

Anciens Combattants Canada

VANCOUVER ET VICTORIA (C.-B.)

Les personnes résidant au Canada ainsi que les citoyens canadiens et les citoyennes canadiennes résidant à l'étranger.

Êtes-vous à la recherche d'une occasion intéressante et stimulante de travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire axée sur le service à la clientèle? Souhaitez-vous une semaine de travail du lundi au vendredi sans période de travail sur demande? Si c'est le cas, alors songez à postuler à l'un de ces emplois dynamiques assortis d'un salaire intéressant de même que d'un ensemble complet d'avantages sociaux, dont des congés de maladie payés et des vacances, un régime de pension, une assurance santé et une assurance dentaire.

Vous serez chargé(e) de fournir des services professionnels de soins de santé et de consultation à des clients et clientes, des employés et employées, et des organismes de l'extérieur sur des questions liées à la santé et à la réadaptation de même que sur des questions sociales, au sein de la collectivité et en établissement. Vous mettrez aussi votre savoir clinique spécialisé à profit pour concevoir des plans de soins intégrés, identifier les possibilités d'interventions et défendre les intérêts des clients et clientes, en faisant la promotion de leur bien-être et de leur indépendance. Vous pourriez aussi être appelé(e) à participer au recrutement des professionnels et professionnelles de la santé à contrat et ceux et celles qui sont payés(es) à l'acte, et à leur orientation, et à planifier et à mettre en oeuvre des séances d'éducation/de formation à l'intention d'intervenants et intervenantes de l'interne et de l'externe.

Agent ou agente de soins infirmiers de district

Nous acceptons la candidature de personnes qualifiées qui souhaitent se présenter à l'un des emplois permanents à temps plein (37,5 h/semaine) qui sont vacants ou qui le deviendront ultérieurement au bureau de district de Vancouver de même qu'à l'un des postes permanents à temps plein (37,5 h/semaine) qui se libéreront ultérieurement au bureau de district de Victoria.

Outre les responsabilités ci dessus, vous devrez, en votre qualité d'agent ou d'agente de soins infirmiers de district, vous occuper des évaluations infirmières. De plus, vous passerez en revue et analyserez les évaluations et les autres données cliniques fournies par des organismes communautaires, des organismes de soins de la santé et des professionnels et professionnelles de la santé de l'extérieur, afin de déterminer les besoins des clients et clientes et d'autoriser et/ou recommander l'aide médicale et les services du Ministère à leur prodiguer. Vous relèverez également les préoccupations touchant les soins et les services chez les clients et clientes placés(es) au sein d'établissements de soins prolongés et vous mènerez des enquêtes à cet égard.

Votre salaire se situera entre **58 388 \$** et **66 370 \$** par année (en cours de négociation).

Vous devez posséder un baccalauréat en soins infirmiers d'une université reconnue et être admissible au titre de membre actif de l'Association des infirmières de la province de la Colombie-Britannique. Vous devez avoir une vaste expérience pertinente acquise récemment du travail auprès d'adultes et de personnes âgées dans le domaine de la santé communautaire, de même qu'auprès de personnes qui ont des problèmes sociaux ou des problèmes de santé mentale. La préférence sera accordée aux personnes qui ont travaillé récemment dans un établissement psychiatrique ou un établissement de santé mentale.

Numéro de référence : **DVA89729RF71** (Vancouver) et **DVA89730RF73** (Victoria).

Médecins de district en chef

Nous acceptons la candidature de personnes qualifiées qui souhaitent se présenter à l'un des emplois permanents à temps plein (37,5 h/semaine) qui se libéreront ultérieurement au bureau de district de Vancouver ou au bureau de district de Victoria. Mettez votre expertise à profit dans ce rôle important de fournisseur(e) de services de santé et de services liés aux prestations d'invalidité destinés aux membres actuels(les) et passés(es) des Forces canadiennes, aux anciens(nes) membres de la GRC et aux anciens(nes) combattants(tes) admissibles, de même que des services de consultation et de sensibilisation au personnel d'Anciens combattants. Votre salaire se situera entre **81 602 \$** et **102 738 \$** (ajusté proportionnellement pour les postes à temps partiel) par année (en voie de négociation).

En plus de posséder un diplôme d'une école de médecine reconnue et un permis en règle vous autorisant à pratiquer la médecine en Colombie-Britannique ou d'être admissible au titre de médecin praticien auprès du Collège des médecins et des chirurgiens de la Colombie-Britannique, vous possédez une expérience considérable au sein d'un établissement de soins primaires. La préférence sera accordée aux personnes qui ont acquis de l'expérience récemment comme médecin de famille dans l'un ou plusieurs des domaines suivants : médecine liée aux régimes d'indemnisation, gériatrie, médecine industrielle, médecine des assurances, médecine à l'interne, médecine du travail, psychiatrie, médecine de réadaptation et/ou expérience du travail au sein d'hôpitaux d'enseignement associés à des établissements d'enseignement postsecondaire ou de la consultation de ceux ci.

Numéro de référence : **DVA89731RF71** (Vancouver) et **DVA89732RF73** (Victoria).

Exigences linguistiques : La maîtrise de l'anglais est essentielle pour tous les postes.

Note (tous les postes) : Vous devez faire l'objet d'une vérification approfondie de la fiabilité, obtenir la cote pertinente, et être disposée à voyager par affaires. Vous devez aussi détenir un permis de conduire en règle ou être en mesure de vous déplacer aussi aisément que le permet la possession d'un permis de conduire en règle, dans les limites établies par la Politique sur les voyages du Conseil du Trésor. L'expérience de l'utilisation d'un logiciel de traitement de textes sur Windows, du courriel et d'Internet est également exigée.

Invitation à postuler et date limite : Pour obtenir plus de renseignements au sujet de ces postes ou pour poser votre candidature, consultez notre site Internet, à l'adresse <http://emplois.gc.ca>, ou appelez notre ligne Infotel, au 1-800-645-5605. La date limite est le 31 janvier 2005. Veuillez indiquer les numéros de référence ci dessus dans votre dossier de candidature.

Nous remercions d'avance ceux et celles qui auront soumis une demande d'emploi, mais nous ne contacterons que les personnes choisies pour la prochaine étape de sélection. La préférence sera accordée aux citoyens canadiens et citoyennes canadiennes. Nous souscrivons au programme d'équité en matière d'emploi. La fonction publique du Canada s'est aussi engagée à instaurer des processus de sélection et un milieu de travail inclusifs et exempts d'obstacles. Si l'on communique avec vous au sujet de ce concours, veuillez faire part au représentant ou à la représentante du ministère de vos besoins pour lesquels des mesures d'adaptation doivent être prises pour vous permettre une évaluation juste et équitable.

You may obtain this information in English.

emplois.gc.ca

Canada

